

Résolution sur la situation du camp de réfugiés de Yarmouk en Syrie

2015/2664(RSP) - 30/04/2015 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation du camp de réfugiés de Yarmouk en Syrie.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a condamné l'attaque du camp de réfugiés palestiniens Yarmouk le 1^{er} avril 2015 et les actes de terrorisme perpétrés par l'EI/Daesh et le Front al-Nosra, ainsi que le siège de Yarmouk par le régime d'Assad et le bombardement du camp. Il a appelé toutes les parties au conflit de permettre à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), au CICR et aux autres organisations d'aide internationale d'accéder sans restriction au camp de réfugiés de Yarmouk, de permettre un accès humanitaire immédiat et sans condition, d'évacuer les civils blessés et de permettre un passage en toute sécurité à tous les civils qui souhaitent quitter le camp.

Le Parlement a exprimé sa profonde préoccupation face à la **détérioration continue de la sécurité et de la situation humanitaire en Syrie** et répété sa détermination à venir en aide aux victimes du conflit syrien. Il a en particulier condamné fermement les exactions à l'encontre des enfants, les massacres, la torture, les meurtres et la violence sexuelle dont la population syrienne est victime.

L'Union européenne est invitée à contribuer aux efforts communs pour atténuer la crise humanitaire et à jouer un rôle pour ce qui est d'aider les pays voisins à fournir un abri aux réfugiés qui fuient le conflit en Syrie, dont beaucoup ont perdu la vie sur des bateaux en Méditerranée.

Réitérant son appel en faveur d'une solution viable au conflit syrien au moyen d'un processus politique sans exclusive et mené par les Syriens, le Parlement s'est dit convaincu qu'il ne pouvait y avoir de paix durable en Syrie sans que soient établies **les responsabilités pour les crimes** commis par toutes les parties durant le conflit.

La résolution a invité l'Union européenne et ses États membres à examiner sérieusement la recommandation récente de la commission d'enquête des Nations unies, qui demande d'étudier la mise en place d'un **tribunal spécial** pour les crimes commis en Syrie.